

Les enjeux politiques de la culture

Essai de cartographie¹

Jean Blairon
Directeur de l'asbl RTA

L'invitation à réfléchir qui nous est adressée par l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte évoque les régressions qui affectent les conquêtes du mouvement ouvrier (qu'il est difficile de nier), le rôle que peut jouer la culture dans les résistances qu'il convient d'opposer à ce courant de fond, les moyens dont il faudrait disposer pour ce faire avec davantage d'efficacité.

D'une certaine façon, nous pourrions dire avec un peu d'humour que le sujet s'apparente à celui des « Causeries sur la littérature et l'art à Yenan ». Mao-Tse-Toung les débute ainsi le 2 mai 1942 :

« Camarades ! Vous avez été invités aujourd'hui à cette réunion pour un échange de vues sur la liaison entre le travail littéraire et artistique et le travail révolutionnaire en général ».

La perspective dans laquelle il se place s'écarte quant à elle probablement de la nôtre :

« Notre but est d'assurer à la littérature et à l'art révolutionnaires les moyens **de se développer sainement** (sic) et d'apporter une contribution plus fécondes aux autres activités révolutionnaires. »²

Pour ce qui me concerne, je pense que pour traiter les questions qui nous sont posées, il convient de distinguer trois niveaux. Pour mieux les définir, j'ai fait entrer à chaque fois le mot « culture » dans une locution en l'adjectivant.

Le premier niveau envisage la culture comme levier d'action possible.

La question posée est celle-ci : « En quoi, à quelle condition et pour qui la **pratique culturelle** peut-elle être considérée comme un levier ? »

Le second niveau aborde la culture comme un objet de lutte. L'interrogation est la suivante :

« La place occupée par le **capital culturel** dans les luttes sociales est-elle suffisamment identifiée ? »

Le troisième niveau pose la culture comme enjeu des luttes, notamment à travers le problème suivant : comment les exigences de liberté incluses dans l'**action culturelle** peuvent-elles être rencontrées dans l'organisation d'un mouvement social ou sociétal ?

J'essaierai pour chaque niveau de pointer quelques enjeux de politiques culturelles.

Notons cependant au passage la difficulté de raisonner dans une situation où le moyen, l'objet et l'enjeu de la lutte en quelque sorte se confondent ; nous ne sommes pas loin d'une situation d'antinomie telle que celle évoquée par Proust lorsqu'il cherche à comprendre la sensation de bonheur que lui donne le goût de la madeleine :

« Je pose la tasse et me tourne vers mon esprit. C'est à lui de trouver la vérité; Mais comment? Grave incertitude, toutes les fois que l'esprit se sent dépassé par lui-même; **quand lui, le chercheur, est tout ensemble le pays obscur où il doit chercher et où tout son bagage ne lui sera de rien**³. Chercher? pas seulement: créer. Il est en face de quelque chose qui n'est pas encore et que seul il peut réaliser, puis faire entrer dans sa lumière. »

I. En quoi, à quelle condition et pour qui la pratique culturelle peut-elle être considérée comme un levier ?

¹ Exposé donné le samedi 12 mars à l'Espace Marx – Bruxelles, à l'occasion de l'Assemblée culturelle de l'ACJJ. Publié avec l'aimable autorisation de son auteur.

² Mao-Tse-Toung, *Sur la littérature et l'art*, Pekin, Editions en langues étrangères, 1967, p. 1.

³ Nous nous trouvons bien dans une situation où le levier de la recherche (l'esprit) et l'objet de la recherche se confondent.

Il ne peut être question ici, bien entendu d'assimiler la pratique culturelle à un habillage séducteur de thèses élaborées ailleurs, en dehors d'elle.

C'était encore quelque part la thèse d'un Sartre dans son *Qu'est-ce que la littérature ?*:

"On n'est pas écrivain pour avoir choisi de dire certaines choses mais pour avoir choisi de les dire d'une certaine façon. Et le style, bien sûr, fait la valeur de la prose.[...] La beauté n'est ici qu'une force douce et insensible. Sur un tableau elle éclate d'abord, dans un livre elle se cache, elle agit par persuasion, comme le charme d'une voix ou d'un visage, elle ne contraint pas, elle incline sans qu'on s'en doute et l'on croit céder aux arguments quand on est sollicité par un charme qu'on ne voit pas. »

A l'inverse, nous pensons que la pratique culturelle est une expérience de création, d'ouverture des possibles, soit la réalisation d'un agencement qui se tient, par et pour lui-même.

On pourrait convoquer bien des exemples. Citons Claude Simon, prix Nobel de littérature ; dans son discours de Stockholm en 1985, il affirme que « la crédibilité d'une œuvre ne tient qu'à la pertinence des rapports entre ses éléments, dont l'ordonnance, la succession et l'agencement ne relèvent pas d'une causalité extérieure au fait littéraire ».

L'écrivain rapporte aussi, à propos de son voyage à Moscou en 1984 : « Il y a quelques années, invité à Moscou par l'Union des écrivains soviétiques, et soumis à leur siège à une sorte d'interrogatoire, j'ai choqué mes hôtes, lorsqu'il m'a été demandé quels étaient les problèmes qui me préoccupaient, en répondant que les plus brûlants étaient au nombre de trois, à savoir : commencer une phrase, puis la continuer, puis la terminer. »

Bernard Noël (également auteur d'un *URSS aller retour*) propose de la même façon de définir ainsi une œuvre de recherche : elle est « une œuvre qui ne s'appuie pas sur un sens extérieur à elle, transcendant. Conséquence : elle ne trouve pas sa finalité ailleurs qu'en elle-même, et elle ne peut se justifier en étant *bonne* relativement à une vérité du genre religieux ou social. Le **travail de sa production**⁴ suppose un engagement sans réserve dans le seul mouvement propre à ce travail, de manière à le développer au plus loin. Et sa fonction est d'inciter à la reproduction, à travers sa lecture, de ce même mouvement producteur de sens. »⁵

« Agencement spécifique, distance à tout sens préétabli, à soi et au monde, ouverture à une participation et à un prolongement » sont les termes que nous pouvons retenir.

Cette pratique est une forme d'action et on peut la considérer comme un levier parmi d'autres d'un **travail de subjectivation**.

Nous rencontrons ici le thème du Sujet défini par Alain Touraine :

« J'appelle sujet la construction de l'individu (ou du groupe) comme acteur, par l'association de sa liberté affirmée et de son expérience vécue assumée et réinterprétée. Le sujet est l'effort de transformation d'une situation vécue en action libre. »⁶ ()

Ce travail a-t-il partie liée avec l'ordre social même indirectement ? Oui, si on considère que l'ordre dominant se caractérise **aussi** par sa faculté à **désjectiver**, c'est-à-dire à réduire chacun au statut de pion (par exemple comme un simple coût dans une stratégie industrielle et financière) **et** de cible (en manipulant ses besoins et ses désirs) **ou/et** en lui refusant toute distance par rapport à l'appartenance à la communauté.

Dans ce contexte, on peut se demander si nous n'assistons pas, en Belgique et ailleurs, à l'apparition d'un régime **national-économiste** qui cumule les trois types d'atteinte à la liberté du sujet : instrumentalisation de l'individu comme matériau de stratégies de développement capitaliste et mise en cause de ses protections, manipulation de ses désirs dans une optique consumériste, imposition d'une logique sous-« nationalitaire » selon la loi du sol ; combinaison et cumul de ces trois logiques.

4 Ces mots sont importants, notamment parce qu'ils permettent un lien avec notre deuxième question.

5 B. Noël, *Le Sens la Sensure*, Le Roelux, Talus d'approche, 1985, p. 67.

6 A. Touraine, *Qu'est-ce que la démocratie*, Paris, Fayard, 1994, p. 23. Notons que cette définition du Sujet est celle que retient, parmi de très nombreuses autres possibles et différentes, M. Wiewiorka dans ses *Neuf leçons de sociologie*.

Comme pratique ou participation à une pratique de création, la pratique culturelle peut être dans un tel contexte un levier de résistance et d'invention de nouveaux possibles.

L'expérience et la participation à un engagement dans la production d'un mouvement de sens qui est sa propre fin équivaut dans ce contexte à la création de « territoires auto-référentiels ».

Nous avons affaire là à une double résistance :

- résistance à la mise en flux permanente et accélérée de tout et de tous dans un mouvement sans signification ni direction (cfr « l'image de l'essoreuse à idées » inventée par Jean-pierre Le Goff à propos de Sarkozy) – soit un mouvement sans possibilité de s'inscrire dans un territoire ;
- résistance aux prétentions institutionnelles à dire la réalité de la réalité, la transformant en un territoire sans mouvement possible : la pratique culturelle fait surgir des « éléments du monde » qui échappent à cette cadastration de la réalité⁷.

En termes de politiques culturelles, trois priorités se dégagent d'une telle analyse.

- Il ne faut pas inscrire la production culturelle dans le mouvement d'un « développement » calqué sur un système socio-économique supposé invariant (production d'oeuvres qui sont des biens devant être vendables) ; c'était déjà demandé par M. de Certeau en 1974 mais nous nous en éloignons de plus en plus⁸.
- Il faut davantage encore résister à l'instrumentalisation de la culture au profit de l'économie et du tourisme. Lors d'un colloque organisé en 2009 par la Province de Liège, V. Reuter, administrateur-délégué de l'Union Wallonne des Entreprises en appelle à la constitution d'un « ménage à trois » (économie, tourisme, culture), en assortissant son appel de l'habituelle rhétorique de culpabilisation à l'égard de ceux qui seraient tentés de s'y opposer (invariablement présentés comme rigides et passésistes face à cette « révolution conservatrice » pour parler comme Pierre Bourdieu). La note de présentation du colloque va dans le même sens :

« Il est DES cultures qui varient et s'opposent selon les groupes ou les classes, les institutions, les entreprises, les générations, les « genres ». Mais vient le moment où, à l'intérieur d'un ensemble donné, il importe de dépasser les différences et les divergences. Or nous parlons ici d'une région et d'une province qui réclament ce type de dépassement dans « l'union des efforts » et dans la mobilisation de tous.⁹

C'est précisément un rôle que peut jouer la culture (artistique, scientifique et sportive) que de lever oppositions et contradictions au nom du pouvoir d'identification qu'elle possède. Les victoires de Justine Henin ou des frères Dardenne ont donné de l'assurance aux Wallons en même temps qu'elles faisaient connaître leur région au dehors. »

- Enfin, les politiques culturelles devraient privilégier les dynamiques collectives d'expérimentation culturelle plutôt que les politiques de diffusion.

Michel de Certeau, encore « Aussi bien la création est ce qui est montré, mais non pas proposé. (...) Le langage donne en spectacle l'action que la société ne permet plus. Ce que le sujet perd lui est vendu en objets de consommation. »¹⁰

II. La place occupée par le capital culturel dans les luttes sociales est-elle suffisamment identifiée ?

Nous pensons que non et qu'il s'agit d'un problème bien préoccupant.

Pour le faire comprendre, nous avons pu partir d'un texte publié en 1833 dans *L'Echo de la Fabrique*.

L'auteur définit le travail comme la plus grande des richesses et comme une oeuvre de création.

La plus grande, la plus sainte de toutes les propriétés et de toutes les richesses, c'est celle du travail ; car le travail sort

7 Nous nous référons ici à la définition de la « critique radicale » proposée par Luc Boltanski.

8 M. de Certeau, *La culture au pluriel*, Paris, U.G.E., 1974.

9 On peut évidemment penser que l'on a ici un exemple éclatant du « pouvoir mobilisateur » du thème du développement dénoncé par de Certeau en 1974.

10 M. de Certeau, *op.cit.*, p. 242.

immédiatement des bras, et pour ainsi dire des ossements de l'homme : la vue de l'objet travaillé rappelle immédiatement un être animé et intelligent ; vous croyez le voir s'épuisant en efforts ; vous croyez l'entendre fredonnant le refrain de la distraction. Le travail est la montre de l'intelligence ; il porte l'empreinte et réveille l'activité de cette magnifique faculté. Si pour vous c'est chose sacrée que l'homme, le travail où l'on peut saisir encore la trace de sa main, la conception de son esprit, l'harmonie de sa raison, les créations de son imagination, le travail, qui réfléchit la vie de sa vie, et révèle sa perfectibilité, vous doit être aussi sacré que sa personne.

Il constate que cette richesse est déniée, méprisée, n'ouvre à aucun droit. Il en appelle à une révolution :

Or, la révolution que nous attendons, et qui, dans tous les esprits, doit consacrer la prééminence de la richesse des bras sur toutes les autres, sera accomplie quand les ouvriers seront assez instruits pour revendiquer eux-mêmes les droits dus à l'excellence de leur propriété ; jusqu'à ce jour ils n'ont pas pu le faire : ils ne possèdent ni l'art d'écrire, ni l'art de dire ; ils ne peuvent vulgariser les avantages de la richesse des bras.

Ne peut-on dire aujourd'hui que ce texte possède toute son actualité, à condition de remplacer le terme « bras » par celui de « capital culturel ou subjectif collectif » ? Nous avons proposé le terme « capital façonnier » (en opposition à capital foncier et financier) pour désigner cette richesse particulière que constituent :

- des « façons de faire », de s'organiser du collectif ouvrier, souvent bien plus efficace que les inventions néo-managériales ;
- des ressources subjectives (une capacité de création, de mobilisation, d'engagement – nous retrouvons là partiellement des termes employés dans la section précédente) ;
- un vécu collectif orienté vers l'utilité sociale, la participation à la construction de la société.

Ces propos terribles d'un dirigeant d'entreprise à la sociologue du travail Danièle Linhart :

« Il faut secouer en permanence le cocotier, il ne faut pas que les gens s'endorment dans leurs acquis, dans leur routine parce qu'ils vont retomber dans ces réseaux, ces collectifs, cette complaisance, enfin des relations de complaisance avec leurs chefs, avec les clients éventuellement, entre collègues. **Il faut tout le temps les maintenir dans un état d'individualisation très fort et en état de vigilance permanente, et de sentiment de précarité. Il faut qu'ils ne se sentent pas chez eux dans l'entreprise, il ne faut pas qu'ils se sentent chez eux, il ne faut pas qu'ils se sentent entre eux, ils sont là pour travailler à leur poste de travail.** Donc pour éviter qu'ils ne reproduisent ces schémas, il faut les bouger tout le temps. »

nous montrent à suffisance que ce capital culturel collectif est attaqué, dénaturé, dénié (et néanmoins sur-exploité, ce qui permet de prendre la mesure de ce déni).

Il y a là un premier « front » pour les luttes sociales : **rétablir la prééminence du capital culturel collectif** « à l'état pratique ».

Un deuxième front consiste à résister à l'alignement des associations et des services publics sur les systèmes de référence et de régulation marchands : modèle d'efficacité instrumental, organisation du travail selon un taylorisme du temps (programmation d'objectifs et leur traduction étapes), etc. Le combat nous semble malheureusement quasi perdu.

Un troisième front concernerait **l'identification d'une appartenance par tous ceux qui sont concernés par la place des ressources subjectives dans le monde du travail.**

Félix Guattari s'exprimait ainsi en 1985 :

« Nous autres enseignants mais aussi travailleurs sociaux, nous sommes des producteurs de subjectivité et à ce titre nous sommes les ouvriers d'une industrie de pointe qui fournit la matière première subjective nécessaire à toutes les autres industries et activités sociales ».

Nous proposons en conséquence la formule : les acteurs éducatifs, culturels et sociaux en seraient vraiment s'ils se

définissaient un rôle de « production des conditions de toute production » (ces conditions étant les ressources subjectives).

D'où deux questions liées : **comment ces « ouvriers de pointe » pourraient-ils se considérer comme des ouvriers ? Comment les ouvriers pourraient-ils relier leurs combats relatifs à la production à ceux de la production des conditions de toute production ?**

En termes de politiques culturelles, les enjeux suivants pourraient alors être pointés :

- favoriser les microcosmes participatifs et autonomes comme modalité de production des conditions de la production ; les soutenir et ne pas les pervertir en leur imposant des modèles de justification voire de gestion inappropriés ;
- créer une politique d'évaluation (définition du public, des visées de l'action éducative, sociale et culturelle) qui n'exclut pas subrepticement le monde du travail et ses enjeux (par exemple en favorisant silencieusement la disparition du terme « public populaire ») mais au contraire encourage aux connexions entre toutes les scènes de la production.

III. Comment les exigences de liberté incluses dans l'action culturelle peuvent-elles être rencontrées dans l'organisation d'un mouvement social ou sociétal ?

Reste la question la plus difficile.

Nous pensons qu'il est utile de l'aborder à partir du concept d'« homologie relative » que nous avons proposé. Ce principe pourrait s'énoncer comme suit : il doit y avoir un rapport d'homologie au moins partiel entre le système de référence d'une action et son mode de régulation.

Une association qui lutte pour plus d'égalité sociale aura à coeur, par exemple, de pratiquer une échelle de salaires relativement courte.

En matière d'action culturelle, le système de référence sera peu ou prou la liberté, la création, la distance relative avec tout sens unique. Le système de régulation ne pourra en conséquence pas pratiquer par mots d'ordre impératifs, par relations d'imposition, etc.

En matière d'action culturelle, la question de l'homologie recouvre en fait deux problèmes cruciaux pour le contre-pouvoir.

Le premier concerne le **passage du « moléculaire »** (l'action micro-politique) **au « molaire »** (un mouvement organisé, de grande ampleur, capable de transformer structurellement la société).

Les initiatives éducatives, culturelles et sociales ne manquent pas aujourd'hui. La question de leur articulation dans ce que d'aucuns appellent un « mouvement social » gagnant reste pourtant entière.

Nous nous trouvons en face d'au moins trois types de réponse possibles.

La **réponse « intégrée »**, telle que la prônait Pierre Bourdieu :

Selon lui, « l'utopie réaliste autour de laquelle pourraient s'organiser des efforts et des combats différents, mais convergents »¹¹ devrait mobiliser les associations, les syndicats et les chercheurs : « Un mouvement social européen n'a, selon moi, de chance d'être efficace que s'il réunit trois composantes : syndicats, mouvement social et chercheurs – à condition, évidemment, de les intégrer, pas seulement de les juxtaposer. »¹²

Quasi à l'opposé, nous trouvons la version « radical libre » de Touraine :

11 P. Bourdieu, *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, p. 442.

12 *Ibidem*, p. 468. Par « mouvement social », on peut entendre ici le travail des associations.

la « tâche immense » qui consiste à « arrêter la destruction de toute vie sociale par l'économie globalisée » « ne pourra être menée à bien que par des militants et des figures exemplaires organisés, non plus verticalement, comme les partis et les syndicats, mais horizontalement, par une opinion publique et par des acteurs informés surtout par les médias et par Internet et décidés à ne pas laisser se construire un nouveau pouvoir encore plus autoritaire que l'ancien. Ces individus et ces groupes sont conduits par leur volonté de n'être guidés que par leur propre appel à la défense de tous et de tout, y compris de l'environnement menacé par les formes actuelles de production. »¹³

Une troisième option avait été proposée par Guattari :

« Il existera des temps de lutte où tous et toutes seront conduits à se fixer des objectifs communs et à se comporter « comme de petits soldats » - je veux dire comme de bons militants, mais, concurrentement, il existera des temps de resingularisation où les subjectivités individuelles et collectives « reprendront leurs billes » et où ce qui primera, ce sera l'expression créatrice en tant que telle, sans plus de soucis à l'égard des finalités collectives. »¹⁴

Il nous semble que le choix entre ces options constitue un point-clé si on veut éviter que le mouvement social, comme le dit Bourdieu, ne brûle 80 % de son énergie en chaleur, c'est-à-dire en conflits internes.

L'autre problème est celui de la **transversalité**.

On se souvient des reproches que faisait l'analyse institutionnelle aux institutions éducatives par exemple, celui entre autres de mettre en oeuvre une « transversalité négative » : dans l'école caserne, l'enfant apprend à se taire et à obéir, il apprend à se conformer à l'ordre dominant.

Si la transversalité négative n'a pas disparu, elle s'est aussi déplacée : Bourdieu reproche par exemple à trop d'institutions de pratiquer un « encadrement soft », lorsqu'elles demandent à leurs bénéficiaires de se comporter comme de petits entrepreneurs de leur existence (entrepreneurs sans capitaux), en développant toutes sortes de « projets ». C'est aussi le cas dans bien des associations culturelles.

La transversalité « positive » devrait favoriser les articulations libératrices entre les champs, les acteurs, les enjeux. Nous aurions alors affaire à une articulation qui ne serait plus ni verticale ni horizontale.

Elle serait aussi homologue à la création culturelle, puisqu'elle reviendrait à construire un agencement qui se tient au départ d'éléments vécus comme hétérogènes¹⁵.

Une telle transversalité est affirmée aujourd'hui politiquement dans l'ordre du discours, mais force est de reconnaître que bien des modèles de gestion et de contrôle étatique font tout sauf la favoriser.

En conclusion, je dirais volontiers que la culture est certainement au coeur des luttes contre le néo-libéralisme dominant, même si c'est de façon potentielle et menacée.

Potentielle parce qu'il faudra résoudre plusieurs problèmes difficiles, comme la capacité à *vulgariser les avantages de la richesse des ressources subjectives collectives et autonomes* et comme l'exigence d'homologie relative.

Menacée parce que certaines des politiques culturelles que nous voyons se développer ou se réfléchir pourraient détruire ce formidable potentiel.

13 A. Touraine, *Après la crise*, Paris, Seuil, 2010, p; 179.

14 F. Guattari, *Les trois écologies*, op. Cit., p. 47.

15 Notre analyse n'a pas procédé autrement, dans la mesure où elle a essayé de « faire tenir ensemble » des éléments dispersés issus d'auteurs considérés comme peu compatibles, voire opposés ; notre texte a aussi essayé de rassembler en un tout qui se tient trois autres analyses produites dans des contextes différents : « Questions aux petits maîtres de notre petit monde » pour l'association *Culture et Démocratie*, « A propos du changement et des acteurs », pour le Réseau Idée et enfin « L'adversaire , après la crise ? », publié dans notre magazine *Intermag*. En d'autres termes, notre texte s'est efforcé de faire ce qu'il disait, ce qui est un des grands principes de la pratique littéraire telle qu'elle était définie par un mouvement comme « le nouveau roman » ou « la nouvelle critique ».